



## *Avenir de la Langue Française*

*Association loi 1901*

*Agréée par le ministère de la Justice et le ministère de la Culture et de la Communication*

*ALF rend hommage aux deux paladins du français et de la Francophonie : **Philippe Rossillon**,  
et l'ambassadeur de France **Bernard Dorin**, qui l'ont présidée.*

# Avenir de la Langue Française

Journal de l'association *Avenir de la Langue Française*

n°82 – mai 2024

Association créée en 1992, membre de la conférence des OING et OSC de la Francophonie

## L'Éditorial

*Le sommaire est en page 3*

### **Jeux olympiques 2024 :**

#### **la langue française sur la plus haute marche du podium ?**

Ce n'est pas un vœu pieux, c'est une volonté dont les contours se déclinent encore discrètement mais peut-être sûrement. Dans la foulée de l'inauguration de la Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts, l'année 2024 est exceptionnelle pour notre langue. Après la Semaine internationale de la Francophonie, en mars dernier, qui a marqué timidement un début de mobilisation pour la faire vibrer autour des mots du Sport, un événement majeur se profile puisque les Jeux olympiques et paralympiques se tiendront à Paris, dans certaines villes de province et en Outre-mer du 26 juillet au 8 septembre 2024. L'occasion sera belle de rappeler le rôle et l'importance de la langue française dans les instances internationales, constituant une belle opportunité de la promouvoir à l'international.

Le français est, de fondation, la langue officielle des JO et cela depuis que le baron Pierre de Coubertin a créé le Comité international olympique (CIO) faisant du français la langue officielle des JO. Au fil des années, l'anglais s'est imposé à parité avec le français, puis une troisième langue, celle du pays d'accueil, est apparue dans l'ordre protocolaire de la Charte en vigueur. Nous sommes donc doublement gagnants puisque cette année la France est le pays d'accueil.

La Charte olympique est formelle, rappelant dans son article 24 que « les langues officielles du Comité international olympique sont le français et l'anglais » (énoncées dans cet ordre). De surcroît, elle précise qu'« en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais de la Charte olympique et de tout autre document du CIO, le texte français fera foi, sauf disposition écrite contraire ». Afin de garantir le respect de cette règle, une personnalité du monde francophone est régulièrement chargée d'observer la place de la langue de Molière lors de chaque rendez-vous olympique.

Le calendrier 2024 verra aussi la tenue à Villers-Cotterêts en octobre prochain du Sommet international de la Francophonie. Événement exceptionnel qui permet à l'OIF de saisir l'occasion pour promouvoir la langue française. C'est ainsi qu'un accord de coopération a été signé en juin 2023 entre Paris 2024 (organisateur des Jeux olympiques) et l'OIF les engageant réciproquement afin de faire rayonner le français.

Cette convention impose, entre autres, à Paris 2024 d'utiliser la langue française sur tous les supports de communication, dans les annonces et commentaires durant toute la période des Jeux, ainsi que lors des cérémonies officielles. Paris 2024 laissera aussi en héritage pour les futurs comités d'organisation les traductions en français qui auront été réalisées dans le cadre de cette convention et plus largement, les dispositions prises en matière de diversité culturelle et linguistique.

De son côté l'OIF – outre la rédaction du rapport sur l'usage et la promotion de la langue française qu'elle produit à chaque échéance olympique – soutiendra le plaidoyer pour l'inclusion des terminologies francophones relatives aux nouveaux sports olympiques auprès du CIO et des fédérations internationales.

Si le contexte institutionnel tel que décrit se veut irréprochable, il n'en demeure pas moins que le risque est grand de voir fleurir des slogans et autres invitations dans la langue mondiale du commerce qu'est l'anglais.

Aucun grain de sable n'est insignifiant dans le mécanisme d'une montre et je vous invite à lire en page 6 de notre bulletin la remarquable « alerte » du Professeur Maurice Pergnier à cet égard. Bonne lecture !

**Catherine Distinguin**



## Sommaire

<p><b>Éditorial</b></p> <p>Les Jeux Olympiques 2024, Catherine Distinguin</p> <p><b>Sommaire</b></p> <p><b>Vie de l'association</b></p> <p>- L'AG d'ALF, Albert Salon</p> <p><b>Français et francophonie dans les institutions</b></p> <p>- La LF sera-t-elle une discipline olympique, Maurice Pergnier</p> <p>- Réponse de Kléber Rossillon à Emmanuel Macron</p> <p>- Et si l'État français..., A.FR.AV</p> <p>- Rémy Rioux, président de l'ADF, carpette anglaise 2023</p> <p>- Communiqué de six associations de défense de la langue</p> <p>- Ne dites plus "woke culture", mais..., Aliénor Vinçotte</p> <p>- L'Académie de la langue française veut marquer un grand coup pour ses dix ans, La Provence</p>	<p><b>1</b></p> <p>1</p> <p><b>3</b></p> <p><b>4</b></p> <p>4</p> <p><b>6</b></p> <p>6</p> <p>6</p> <p>7</p> <p>9</p> <p>11</p> <p>11</p> <p>14</p> <p>15</p>	<p><b>Dossiers</b></p> <p>- Le coup d'État d'Ursula von der Leyen à la Commission européenne, Jean Quatremer</p> <p>- Identité anti-qubécoise, Jean-François Lisée</p> <p>- Que reste-t-il du français à Ottawa ? <i>Le Devoir</i></p> <p>- En Suisse, Philippe Carron</p> <p>- Réquisitoire et vibrant plaidoyer... - Italie : haro sur les anglicismes, <i>Le Point</i></p> <p>- Une proposition de Fratelli l'Italia, Alice Peiro-Vasseur</p> <p><b>Brèves</b></p> <p>- Stefan Zweig, <i>L'uniformisation du monde</i></p> <p>- Lorraine-aéroport...</p> <p>- La langue française bafouée...</p> <p><b>Courrier des lecteurs</b></p> <p>- Lettre de Marcel Girardin</p> <p><b>Parutions signalées</b></p> <p>- Mot d'esprit, esprit des mots, Alfred Gilder</p> <p>- Lettre au ministre de la Culture à propos de la LF, Jean-Pierre Pélaez</p>	<p><b>16</b></p> <p>16</p> <p>18</p> <p>18</p> <p>21</p> <p>23</p> <p>25</p> <p>28</p> <p>28</p> <p><b>30</b></p> <p>30</p> <p>30</p> <p>31</p> <p><b>31</b></p> <p>31</p> <p><b>33</b></p> <p>34</p> <p>35</p>
---	---	--	---

<p><b>Directeur de la publication et président d'honneur de l'association :</b> Albert Salon</p> <p><i>Anciens présidents :</i> Dominique Noguez, Philippe Rossillon, Bernard Dorin (président d'honneur), Philippe Kaminski.</p> <p><b>Comité de rédaction :</b> Jean-Louis Chédin, Catherine Distinguin, Laure Fouré, Albert Salon, Nicolas Terver.</p> <p><b>Secrétaire de rédaction :</b> ...</p> <p><b>Rédaction et siège de l'association :</b> ALF a.b.s. M.D.V.A. du 12<sup>e</sup> 181, avenue Daumesnil, 75012 Paris <b>Tél. : 06 59 74 72 82</b></p>	<p><b>Site internet :</b> www.avenir-langue-francaise.org courriel : avenirlf@laposte.net</p> <hr/> <p><b>ISSN 1290.6263</b> <b>Dépôt légal</b> à parution</p> <hr/> <p><b>Imprimé par nos soins</b> <b>Adhésion à l'association :</b> 40 € (abonnement au bulletin inclus) <b>Vente au numéro :</b> 3 €</p>
---	--

## Vie de l'association

### Notre association a tenu son Assemblée générale de 2023, le 26 janvier 2024, à la Délégation générale parisienne de Wallonie-Bruxelles.

Le compte rendu détaillé de cette AG est adressé à nos membres et à nos autorités de tutelle et sources de subventions. Retenons ici qu'à cette occasion **le Conseil d'administration a été considérablement renforcé par l'élection de six importants administrateurs** :

- Mme **Sophie Dorin**, avocate fiscaliste, mb du *Haut Conseil*, généreuse bienfaitrice d'*ALF* en hommage à feu le **pt Bernard Dorin**, paladin du combat pour le français à la grande époque 1958-74.
- M. **Olivier Gohin**, professeur de droit constitutionnel, qui a donné forme juridique à notre actuelle ébauche de proposition de loi (parlementaire) sur le français en France, mb du *Haut Conseil*.
- M. **Patrick Lozès**, pharmacien, président du *Conseil représentatif des Associations noires de France (CRAN)* ; membre du *Haut Conseil international LFF*.
- M. **André Pérois**, ancien pt et SG de la Chambre nationale des entreprises de traduction (C.E.N.T.) ;
- M. **Kléber Rossillon**, pt d'une société de valorisation de notre patrimoine culturel, mécène d'*ALF* en hommage à feu le **pt Philippe Rossillon**, paladin de la francophonie à la grande époque.
- Mme **Catherine Yardin**, ingénieure-statisticienne, notamment au Laboratoire national de Métrologie et d'Essais.

En Conseil d'administration réuni le soir-même, Mme Yardin a été élue trésorière, M. Lozès Secrétaire général et Mme Morin Secrétaire générale adjointe de notre association.

### Un aspect important de l'activité d'*ALF* a été la tenue de l'Assemblée générale de l'Association francophone d'Amitié et de Liaison (*AFAL*) du 28 février 2024 : convergence *AFAL-Haut Conseil* des combats associatifs pour le français et la Francophonie.

En effet, il s'y est produit un rapprochement très sensible, déjà accéléré depuis la Covid et la création du *Haut Conseil (HC)* en 2020, des deux groupes d'associations : plus de 50 pour l'*AFAL* dans le monde entier ; et, pour le *Haut Conseil international* : 31 spécialisées en France et 7 dans les 3 grandes communautés de langue **maternelle** française (Belgique, Québec, Suisse), ainsi que, hors de ces associations, 160 personnalités, très majoritairement françaises. Rapprochement facilité par la double appartenance d'un certain nombre d'associations. L'*AFAL* elle-même est membre du *Haut Conseil*. Et *ALF*, pilier du *Haut Conseil*, est, depuis sa création en 1992, membre de l'*AFAL*. En outre, *DLF*, *Alliance Champlain*, *Entente Île-de-France-Québec*, *ICEG*... sont membres des deux groupes. Et plusieurs adhérents **non responsables** associatifs ont une appartenance personnelle à l'*AFAL* et à telle des 31 associations françaises du *Haut Conseil*.

Leurs vocations et champs d'activité restent certes très différents et complémentaires. Réseau mondial d'amitiés pour l'*AFAL* ; pour le *Haut Conseil* : action politique (transpartis) pour résister aux offensives tous azimuts contre le français en France et la Francophonie mondiale. Offensives menées à la fois par l'empire encore dominant en Europe, et en France par ses puissants soutiens, jusqu'au sommet de l'État ; ainsi que dans les institutions de l'Union européenne.

**La convergence ALF-HC et AFAL** porte donc dorénavant **sur trois des grands chantiers Haut Conseil-ALF** : 1) L'élaboration d'une **proposition de loi d'important renforcement de la protection du français** ; 2) le suivi attentif du **projet Villers-Cotterêts** ; 3) le renforcement harmonisé de leurs stratégies et moyens dans l'**information**, d'abord dans l'urgence des Jeux olympiques de juillet 2024, à Paris.

**Albert Salon**



Délégation générale  
**Wallonie-Bruxelles**  
PARIS

# Français et Francophonie dans les institutions

## La langue française sera-t-elle une discipline olympique ?

Emmanuel Macron a eu l'heureuse initiative de marquer son attachement à notre idiome national en fondant, sur le site hautement symbolique de Villers-Cotterêts, la "Cité de la langue française".

Dans quelques mois, il aura l'occasion unique de manifester que cette "cité" n'est pas un simple mausolée rendant hommage – avec fleurs et couronnes – à un passé glorieux, mais bien un engagement en faveur de la restauration dans ses droits pleins et entiers d'un instrument de civilisation singulièrement malmené depuis des décennies, et particulièrement depuis son accession au pouvoir. L'été prochain, les regards du monde entier seront tournés vers Paris. Sera-ce l'occasion de marquer que notre langue vit et rayonne encore, chez elle et à l'échelle planétaire, ou bien d'une marche supplémentaire descendue dans son effacement ?

Certes, les JO sont un évènement sportif, mais chacun sait bien que toute manifestation mondiale de cette sorte se présente d'abord comme un formidable enjeu commercial, avec son déploiement de slogans, de publicités tapageuses et de racolages en tout genre. Or, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, la langue mondiale du commerce est l'anglais. Il est donc inévitable qu'on assiste, sur nos murs et sur nos ondes, à une submersion de messages écrits et oraux dans cette langue. Nos dirigeants auront-ils la sagesse de les réguler pour qu'ils n'envahissent pas de manière indécente la totalité de la communication publique, dans les champs sportif, touristique, culturel et autres ? On est en droit d'en douter quand on pense aux quelques slogans déjà popularisés en amont de l'évènement.

Il convient de rappeler avec force aux organisateurs, tuteurs (État, Ville de Paris, fédérations sportives, etc.), partenaires en tout genre, que **le français est, de fondation, la langue officielle des JO**. Au fil des ans, lui ont été adjoints l'anglais, puis la langue du pays d'accueil ; mais la Charte en vigueur des J. O. définit ainsi l'ordre protocolaire de ces langues : 1) français, 2) anglais, 3) langue du pays d'accueil. Il n'échappera à personne que la France est ainsi doublement (voire triplement) justifiée à faire valoir sans concessions ses droits linguistiques. On ose espérer que le Président de la République pèsera de tout son poids pour que la prééminence de la langue de **Pierre de Coubertin** soit affichée sans complexes, cela dût-il provoquer les cris d'orfraie des zéloteurs serviles du pragmatisme mondialiste, chez nous et ailleurs. À cela deux raisons : d'une part, on est en France ; d'autre part, que cela plaise ou non, le français est une langue internationale et mérite de le rester. Lorsque son statut de langue internationale est bafoué, c'est par la seule volonté d'élites françaises qui choisissent de faire en sorte qu'elle ne le soit plus.

Ceci ne concerne, naturellement, que le déroulement des jeux proprement dits. En raison de l'anglomanie qui sévit chez nous dans le monde du commerce et des affaires, il est moins évident d'endiguer la submersion des affichages publicitaires et touristiques. Il n'est nul besoin d'être futurologue patenté pour prévoir que la tenue des Jeux Olympiques va donner lieu, dès les prochains mois, à une débauche de slogans et d'affichages publicitaires massivement formulés en langue anglaise dont la plus grande partie

contreviendra frontalement à la loi Toubon. Les moyens, comme la volonté politique, feront défaut pour endiguer ce raz de marée, la pression sur le monde des affaires comme sur les médias étant devenue trop forte pour qu'on ose y résister. Il appartient néanmoins aux pouvoirs publics d'exercer une pression inverse pour inciter les acteurs commerciaux français à "franciser" au maximum leur communication. Il est, en tout cas, indispensable que les décideurs se convainquent dès maintenant de la nécessité d'imposer que cette tolérance temporaire prenne fin dès les lampions éteints, et que le retour à l'application de la loi soit alors plus ferme que jamais.

Le statut de langue véhiculaire mondiale acquis par l'anglais est de fait, non de droit. On ne le lui contestera pas, au nom des avantages pratiques indubitables qui s'ensuivent pour les visiteurs du monde entier. Cependant, dans le cas particulier des JO, il importe que les statuts différents du français et de l'anglais soient soulignés dans toutes les communications régissant l'accompagnement des jeux sous tous les aspects : signalétique, déclarations, mots d'ordre, *etc.*

Les JO seront une "vitrine" pour la France, certes ! Mais ne donnons pas au monde entier, et aux Francophones eux-mêmes, l'impression que la France ne peut être "vendue" qu'en anglais.

**Maurice Pergnier**, linguiste, écrivain, professeur d'université honoraire.



## **Réponse de Kléber Rossillon à Emmanuel Macron, qui l'a invité en anglais au château de Chantilly pour "Destination France".**

*Dear President Macron,*

*You kindly request my presence at the Destination France International Travel & Summit at the Château de Chantilly, on Thursday, January 11. I appreciate your invitation, though not written in the language of this country. Let me answer you in French, as I am sure that Elysee office can give you a translation...*

Si la France est la première destination des voyageurs de tous les continents, c'est qu'elle possède ce génie particulier de parler à l'imaginaire collectif de tous les citoyens du monde, Européens, Américains, Asiatiques, Africains.

L'universalisme de la France est cette lumière qui attire à elle les rêveries, les fantasmes, les désirs d'ailleurs. Grande scène mythique dont le château de Versailles, le Mont-Saint-Michel, la Tour Eiffel constituent une sorte de décor féerique où évoluent des figures de l'histoire et de la littérature connues du monde entier. La tragédie de Notre Dame a dévasté le cœur de l'humanité. Sa renaissance illuminera la terre entière.

La France parle à l'imaginaire de tous les citoyens du monde, en une seule langue, la sienne, le français. Voyager en France, c'est voyager dans sa langue. Cette langue qui rayonne sur les cinq continents. Cette langue partagée par des centaines de millions de francophones, désirée par des milliards de francophiles.

Aussi, quelle idée bizarre, contre-nature, de faire l'éloge de notre pays en anglais ! Vous voulez décourager les professeurs de français qui se battent sous tous les climats en faveur de notre langue, les étudiants étrangers qui se pressent encore – trop nombreux certainement – sur les bancs de nos universités ? Vous voulez faire moderne ?

Jargonner en anglais, serait-ce la solution ? Adhérer au mythe d'une seule et unique langue internationale, serait-ce la panacée ? Nos pistes de ski et le sable de nos plages s'apprécieraient mieux en anglais ? Nous, professionnels du tourisme, savons bien que la traduction automatique d'un texte français en la langue de chacun de nos clients est disponible sur les téléphones portables et que, sous peu, c'est la parole qui sera traduite en direct.

Bien entendu l'économie française ne peut que se féliciter des millions de visiteurs et des milliards d'euros rapportés par le tourisme. Mais s'est-elle posé la question de savoir d'où vient cette inextinguible, cette puissance force d'attraction de notre pays ?

Cette attraction universelle vient de notre histoire gravée dans nos monuments et dans nos paysages, de notre culture incarnée par ses œuvres et ses valeurs, de notre art de vivre légué par la mode et la gastronomie. En un mot du message universel de la France et de sa langue. « L'âme d'un peuple vit dans sa langue », écrivait Goethe.

*Dear President Macron, I regret not to come at the pitch presentations of Destination France, nor at the meetings with the French government officials at the château de Chantilly. I surely should change my mind, should your closing address be spoken entirely in French.*  
Yours in deep respect

**Kléber Rossillon**





## Et si l'État français s'intéressait aux agriculteurs comme il s'intéresse à la langue française ! Association Francophonie Avenir : <https://www.francophonie-avenir.com>

Madame, Monsieur,

L'Association *FRancophonie Avenir, Afrav*, vient de perdre en appel trois procès qui l'opposaient à l'État français au sujet des marques en anglais dont il est le créateur, le propriétaire et le diffuseur, les marques « Choose France », « La French Tech » et « Next 40 ». L'Association a perdu ces trois procès en appel à la Cour administrative d'appel de Paris, parce que les juges, s'appuyant sur l'article 14 de la loi Toubon\*, ont considéré que les termes anglais « choose », « french » et « next » n'ayant pas d'équivalents en français dans le registre terminologique de la Commission d'enrichissement de la langue française, ne contrevenaient pas à la loi Toubon, une loi qui est pourtant censée défendre notre droit au français et nous protéger, ce faisant, de l'anglomanie ambiante.

**Arrêt de la cour d'appel de Paris pour l'affaire « Choose France » :**

<https://www.francophonie-avenir.com/Archives/Arret de la Cour administrative d-appel de Paris au sujet de la marque en anglais CHOOSE-FRANCE.pdf>

**Arrêt de la cour d'appel de Paris pour les affaires « La French Tech » et « Next 40 » :**

<https://www.francophonie-avenir.com/Archives/Arret de la Cour administrative d-appel de Paris au sujet des marques en anglais La-French-Tech et Next-40.pdf>

Apparemment, les juges se sont seulement contentés de chercher parmi les 9 000 termes présents dans le registre terminologique de la Commission d'enrichissement de la langue française – registre accessible via le site [France terme](#) –, sans donner droit à la traduction qui, cependant, pour les mots anglais « Choose France », « La French Tech » et « Next 40 » est tout à fait possible.



Pourtant, l'association avait rappelé aux juges que la mission de la Commission d'enrichissement de la langue française est, comme son nom l'indique, **d'enrichir** la langue française en créant des mots français nouveaux pour nommer de nouvelles réalités, de nouveaux concepts, le plus souvent désignés en anglais et qui ne sont pas encore nommés en français. Cela a été le cas, notamment, pour les mots anglais nouveaux « mail » et « e-mail » qui, lorsqu'ils sont apparus en France, n'avaient pas encore de traduction en français, la Commission a proposé alors pour équivalent français à ces mots anglais le mot « courriel » (JO du 23 juin 2003).

**La mission de la Commission d'enrichissement de la langue française n'est donc pas de réduire la traduction qu'aux seuls 9 000 termes de son registre, mais d'enrichir, c'est-à-dire d'ajouter à la traduction, des équivalents français qui jusque-là n'existaient pas dans notre langue.**

Soit, l'article 14 de la loi Toubon\* est mal rédigé, mais est-ce une raison pour le rendre favorable aux anglophones, est-ce une raison pour l'enlever du contexte et de l'esprit de la loi Toubon qui est, rappelons-le, de défendre la langue française et non de réduire la traduction aux seuls 9 000 termes du registre terminologique de la Commission d'enrichissement de la langue française ? Est-ce que Jacques Toubon, lorsqu'il a fait cette loi, a voulu cela ? Certainement pas, pouvons-nous répondre avec certitude.

De plus, le rôle des juges n'est-il pas, selon le précepte de Jean-Étienne Portalis, le père du Code civil, d'approfondir, pour en pénétrer l'esprit, les dispositions des termes de la loi lorsque celle-ci paraît mal rédigée :

*« Quand la loi est claire, il faut la suivre ; quand elle est obscure, il faut en approfondir les dispositions pour en pénétrer l'esprit » ?*

Devant ce jugement inique, l'*Afrav* va faire un pourvoi en cassation devant les juges du Conseil d'État en espérant, bien évidemment, que les juges suprêmes soient inspirés par les bonnes paroles de Jean-Étienne Portalis, en jugeant ces affaires selon l'esprit de la loi Toubon et non selon l'air du temps qui est, comme l'on sait, plus favorable à notre anglicisation-américanisation qu'à la préservation de notre environnement linguistique francophone.

L'Association envisage également de déposer une QPC, une question prioritaire de constitutionnalité, car réduire la traduction en français des mots étrangers aux seuls 9 000 termes de la Commission d'enrichissement de la langue française lui paraît inconstitutionnel ; la langue française, langue de la République, selon la Constitution, ne pouvant se résumer qu'aux seuls termes de la Commission.

Plus que jamais, le combat continue pour la langue française, pour la Francophonie, pour le respect des langues en général. Plus que jamais, la pensée du philosophe, universitaire et patriote québécois Pierre Bourgault est d'actualité : **« Lorsque nous défendons le français chez nous, ce sont toutes les langues du monde que nous défendons contre l'hégémonie d'une seule ».**

Merci de votre attention et cordiales salutations.

**Régis Ravat, Président de l'Association Francophonie-Avenir (A.FR.AV)**

**\*Article 14 de la loi Toubon :** I. L'emploi d'une marque de fabrique, de commerce ou de service constituée d'une expression ou d'un terme étrangers est interdit aux personnes morales de droit public dès lors qu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française [...]

## Rémy Rioux, président de l'AFD, carpette anglaise 2023



Chaque année, le prix de la carpette anglaise est attribué à un membre des *élites françaises* qui s'est distingué par son acharnement à promouvoir la domination de l'anglo-américain en France. Jeudi 14 décembre, le jury de la Carpette anglaise 2023 s'est réuni à la brasserie Lipp, à Paris, pour remettre ses prix – et non awards. Sous la présidence de l'écrivain Philippe de Saint-Robert, le jury a décidé d'honorer cette année – à l'unanimité – le directeur général de l'Agence française de développement (AFD). Rémy Rioux a ainsi été distingué de la plus haute distinction de l'académie... Le prix d'indignité nationale.

*NDLR : Le communiqué ci-dessous est non pas du Haut Conseil, mais de six associations qui représentent une des familles de pensée adhérentes fidèles au Haut Conseil. Albert Salon*

**Communiqué de presse : Appel commun de plusieurs associations de défense de la langue française et de la Francophonie internationale pour : QU'AUCUNE VOIX FRANCOPHONE, LORS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES PROCHAINES, N'AILLE AU PARTI MACRONISTE, CE FER DE LANCE DE LA POLITIQUE DU TOUT-ANGLAIS EN FRANCE ET EN EUROPE !**

Les six associations de défense du français et de la Francophonie signataires du présent communiqué n'ont pas pour habitude d'appeler à voter ou à ne pas voter pour tel ou tel parti à quelque scrutin que ce soit. **Mais là, la coupe déborde !** Les orientations linguistiques clairement anti-francophones du parti macroniste et de sa section « jeunes » (faut-il dire « young » ?) appellent une sanction nette et tranchante de la part de tout ami de la langue française et de la Francophonie.

**Citoyennes et citoyens, ne votez pas pour ces gens-là !**

- Le président Macron n'a pas bougé un doigt lors de sa présidence tournante de l'UE pour empêcher que l'anglais devienne la langue de travail unique de la Commission européenne, du Parquet européen et de la Cour des comptes européenne ;
- Il n'a rien fait pour empêcher le rapide déclassement du français à Bruxelles au profit de l'anglais (et cela en plein Brexit !)
- Il privilégie honteusement l'anglais dans des « événements » qu'il parraine sur notre sol (« Choose France », « La French Tech », « One Planet Summit », « French Impact », *etc.*), en Afrique francophone (le « One Forest Summit ») ou encore dans les slogans qu'il promeut (« Make Our Planet Great Again », « Start-up Nation », *etc.*) ;

- Il n'apporte aucun appui aux Francophones québécois ou belges malmenés dans leurs pays respectifs ;
- Par surcroît et comble de tout : **il a laissé l'UE faire récemment une grande campagne de communication d'affichage, en France même, sous le slogan « YOU ARE EU » :**

<https://www.francophonie-avenir.com/fr/Point-d-infos/690-e-You-are-EUe-en-anglo-american-ce-n-est-pas-l-Europe-ce-n-est-pas-moi>



- Et, comme si tout cela ne suffisait pas, la fraction jeunesse du parti macroniste (lequel est affilié, à Strasbourg, au groupe parlementaire intitulé « Renew Europe ! ») fait insolemment campagne en anglais dans notre pays (cf. l'affiche reproduite ci-dessous).



Voir l'explication : [https://www.francophonie-avenir.com/Archives/CNEWS-explique\\_ce\\_qu'est\\_le\\_parti\\_RENEW\\_des\\_macronistes\\_europeens.mp4](https://www.francophonie-avenir.com/Archives/CNEWS-explique_ce_qu'est_le_parti_RENEW_des_macronistes_europeens.mp4)

Rappelons au passage que les macronistes sont arrivés en 2019 avec le plus fort contingent national (23 sur 103) au sein du groupe « Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe » qui, comme les autres groupes, avait une double dénomination en français et en anglais, et que **ce sont eux qui ont imposé cette dénomination en anglais uniquement : *Renew Europe* !**

Le but de ces individus est clair, il s'agit de **banaliser et de promouvoir l'anglais comme LA langue de l'Europe**, puis sans doute de l'officialiser ouvertement dans le cadre de ce que ses partisans appellent le « saut fédéral européen » (cf. la Résolution adoptée fin novembre à ce sujet par le Parlement européen).

**Le danger est énorme pour la langue française !**

Sous le mandat Macron encore plus que sous le mandat de ses prédécesseurs immédiats :

- La langue française perd du terrain dans le monde entier face à l'anglais ;

- Elle est victime des autorités françaises qui accompagnent, voire anticipent cette politique de destruction, d'arrachage et de substitution du français au profit de l'anglo-américain. Toutes ces initiatives néfastes s'apparentent à un véritable « linguicide », tout en feignant par ailleurs de promouvoir le français (voir, en cela, l'inauguration par Macron en octobre dernier de la **Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts**. C'est pourquoi nous invitons solennellement tous ceux qui aiment le français, « La langue de la République » au titre de la Constitution, ciment de la Francophonie internationale, rempart mondial contre la langue unique et de l'idéologie qu'elle sous-tend, à **n'apporter aucun suffrage à ce parti présidentiel destructeur**.

Bien évidemment, cela ne signifie nullement de notre part une manière indirecte d'appeler à voter pour tel autre parti, voire à voter tout court si certains comptent s'abstenir pour des raisons qui leur sont propres. En tant qu'associations, nous ne manifestons aucune préférence en la matière. Et du reste, nous produirions un communiqué analogue à l'encontre de tout autre parti en lice, quelle que soit sa couleur, s'il imitait le parti présidentiel, à savoir :

- **Humilier les Francophones** en usant et abusant de l'anglais ;
- **Piétrer notre droit au français** en bafouant la loi Toubon à travers, notamment, la création de marques à connotation anglaise ;
- **Affaiblir la Francophonie mondiale** en tournant le dos à l'Afrique francophone ;
- **Tuer le français**, langue internationale, en parlant en anglais à l'étranger, même dans des pays non anglophones ; etc.

Merci de votre attention et merci de participer à diffuser ce communiqué le plus largement possible. Cordialement,

### Signataires :

- **Georges Gastaud**, président de l'Association **CO.U.R.R.I.E.L**, Collectif Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Émancipation Linguistique, <https://courriel-languefrancaise.com/>, adresse-courriel : [secretariat.general@courriel-languefrancaise.org](mailto:secretariat.general@courriel-languefrancaise.org),
- **Régis Ravat**, président de l'**AFRAV**, Association FRancophonie AVenir, <https://www.francophonie-avenir.com/fr/>, adresse-courriel : [afrav@francophonie-avenir.com](mailto:afrav@francophonie-avenir.com)
- **Daniel Miroux**, président de l'**Alliance Champlain**, <https://www.alliance-champlain.asso.nc/>, adresse-courriel : [alliance-champlain@lagoon.nc](mailto:alliance-champlain@lagoon.nc),
- **Jean-Paul Perreault**, président du mouvement **Impératif français**, site : <https://www.imperatif-francais.org>, adresse-courriel : [president@imperatif-francais.org](mailto:president@imperatif-francais.org),
- **Philippe Carron**, **Collectif Langue française**, Suisse romande, adresse-courriel : [philippe.carron@citycable.ch](mailto:philippe.carron@citycable.ch)
- **Serge Dubief**, président de l'**EIdFQ**, Entente Île-de-France/Québec, site : <http://iledefrancequebec.fr>, adresse-courriel : [serge.dubief77@gmail.com](mailto:serge.dubief77@gmail.com),
- **Philippe Reynaud**, président de **Défense de la langue française en pays de Savoie**, adresse-courriel : [dlfsavoie73-74@laposte.net](mailto:dlfsavoie73-74@laposte.net)

**Ne dites plus « woke culture » mais...**

**Aliénor Vinçotte**, le 28/02/2024

## Une série de nouveaux termes, proposée par la Commission d'enrichissement de la langue française, a été publiée le 14 février au Journal officiel pour « déconstruire » quelques anglicismes.

Ne dites plus « *newsletter* » mais « *infolettre* ». Face aux anglicismes qui pullulent dans le monde de la culture, la Commission d'enrichissement de la langue française a publié au Journal officiel du 14 février dernier, une liste de dix nouveaux termes en français à privilégier. « *Ces nouveaux termes relèvent du champ de l'information et de la communication, du domaine artistique, ou revêtent une dimension sociologique* », peut-on lire dans un communiqué de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) et publié sur [France Terme](#).

Parmi les mots francisés, on trouve la « *culture de la déconstruction* » ou « *culture de l'éveil* » pour désigner la « *woke culture* ». « *Lorsqu'ils sont apparus, le mot "woke" et le barbarisme "wokisme" n'auront pas manqué d'éveiller votre curiosité, de par la difficulté à les traduire en français et à comprendre ce qu'ils recouvraient* », commentent les experts. Désormais, la dénomination de ces termes en français permet d'y voir plus clair et de comprendre qu'on parle d'un « *mouvement d'idées qui appelle à une prise de conscience, puis à une analyse et une élimination des injustices structurelles à l'œuvre dans les sociétés occidentales* ».

### « Fake streaming » et « connoisseurship »

Dans le domaine des médias, on désignera sous la forme française de « *journalisme de marque* » ou « *journalisme promotionnel* » cette forme de communication « *qui met des méthodes et des techniques journalistiques au service d'une marque ou d'une organisation* » (plutôt que d'utiliser le terme anglais de « *brand journalism* »). En lieu et place de « *brand content* » qui n'évoque pas grand-chose, il est suggéré d'utiliser les termes de « *contenus de marque* » ou « *contenus promotionnels* ». Le « *debunking* », qui consiste à démontrer qu'une information est fautive ou trompeuse, peut désormais se dire « *démystification* ».

De même, si le « *fake streaming* » ne vous dit rien, peut-être que la « *falsification des flux* » vous paraîtra plus claire. Il désigne, dans le secteur audiovisuel, et notamment l'industrie musicale, ce phénomène de manipulation frauduleuse des écoutes ou vues en ligne dans le but de les augmenter pour modifier la réalité des audiences.

Dans le domaine du marché de l'art, si le mot « *connoisseurship* », est parfois entendu pour qualifier cette pratique mondaine et commerciale qui consiste à juger de l'authenticité d'une œuvre d'art, à en reconnaître l'auteur et à la dater, la Commission d'enrichissement de la langue française propose un terme plus simple : « *œil (du connaisseur)* ». Enfin, au « *design fiction* », qui caractérise la discipline artistique assemblant prospective, créativité et design pour explorer et réinventer les futurs possibles, il est proposé : « *prospective inspirée du design* ».



## L'Académie de la langue française veut marquer un grand coup pour ses dix ans d'existence (*La Provence*, 26/2/2024)

## L'association aixoise installée à la Villa Acantha, près du centre-ville, prévoit de nouveaux événements culturels inédits pour célébrer son anniversaire. Parmi ceux-ci, des pièces et de nouvelles lectures.

Fondé en 2014, l'Atelier de la langue française fête ses dix ans cette année. Pour célébrer cette décennie de lectures, débats, conférences et surtout, de festivals d'éloquence, l'association aixoise a préparé un programme riche et captivant avec quelques temps forts qui ont marqué les esprits.

Cette année 2024, le collectif de huit personnes a assuré de nouveau, comme prévu, les ateliers pédagogiques qui les ont fait connaître. Ils ont donné encore de nombreux cours d'éloquence dans les collèges et lycées des quartiers prioritaires de la Métropole Aix-Marseille (quartiers Nord, Vitrolles et Istres), mais aussi à Paris, Lyon et Toulouse. 3 000 formations d'élèves avaient ainsi été dispensées en 2022. *Nos interventions nous permettent de rencontrer des jeunes issus de milieux sociaux divers*, explique Hugo Pinatel, directeur de la programmation. Le programme des *Rencontres avec*, rendez-vous organisés avec des philosophes et des grands noms de la littérature française, a été dévoilé au mois de mars. Lors des éditions précédentes, les participants avaient pu échanger, entre autres, avec le philosophe Alain Finkielkraut et André Markowicz. Traducteur des œuvres complètes de l'écrivain russe Fiodor Dostoïevski, ce dernier avait été interrogé sur les débuts du conflit en Ukraine et ses échos dans la littérature slave. *Le but de ces échanges est d'inviter une personnalité pour aborder, à travers ses ouvrages et sa pensée, des sujets d'actualité. Nous ne voulons pas, ici, s'enfermer dans une tour d'ivoire de la littérature, ni dévier sur des débats politiques*, clarifie Hugo Pinatel. Événement phare de l'association, le **festival des Journées de l'éloquence**, sera reconduit, lui aussi, entre les 18 et 25 mai avec sa finale qui sera présentée au Grand Théâtre de Provence. Au menu : pièces, conférences et spectacles sur une thématique bien précise. Durant les éditions précédentes, la Résistance avait été racontée par le biais des textes historiques du général de Gaulle et d'Aubrac. Les représentations s'étaient aussi articulées autour de l'amour, de la science, du rire, des sept péchés capitaux et, plus récemment, de la musique. Le prochain thème sera annoncé en avril et les visiteurs seront prévenus via la *newsletter* de l'Atelier de la langue française, mais également sur Facebook et Instagram.

Pour l'anniversaire de l'association, les maîtres de l'éloquence ont réservé de petites surprises aux adeptes de la langue française. **Mercredi 28 février**, *50 nuances de Sade* a plongé l'auditoire de la villa Acantha dans les plaisirs charnels des textes du Divin marquis de 20 heures à 21 h 10. Cette séance de lecture a été dispensée par Bruno Raffelli de la Comédie française. **Les 6 et 7 juin**, lors des "grands entretiens", une compagnie de théâtre rejouera, à l'hôtel Caumont, les grandes interviews d'écrivains du XX<sup>e</sup> siècle. **En septembre**, la compagnie de théâtre Hercub présentera le spectacle "Terreur", de l'avocat pénaliste Ferdinand Von Schirach. Dans ce procès fiction, le public doit se mettre dans la peau des jurés pour choisir d'innocenter ou de condamner un pilote de ligne. Autre soirée attendue : le trophée des champions qui opposera huit des dix champions d'éloquence des années précédentes au Grand Théâtre de Provence. *On poursuit aussi notre virage numérique : nos 10 000 abonnés Youtube d'il y a un an se sont transformés en 37 000 cette année*, se félicite Hugo Pinatel, fier du collectif de 350 adhérents. Et de réaffirmer ses objectifs : ***Nous voulons présenter la langue française comme notre trésor collectif, la préserver. Celle-ci est maltraitée***

*par les anglicismes, la perte de maîtrise de la syntaxe et l'appauvrissement du vocabulaire*. Les réservations se font sur le site [atelier-languefrancaise.fr](http://atelier-languefrancaise.fr).

## Dossier

### **Le coup d'État Ursula von der Leyen post-Brexit : l'anglo-américain langue commune des institutions de l'UE.**

L'usurpation par Mme Ursula von der Leyen d'une position de l'UE sur la guerre Israël-Hamas est une affaire politique importante. La présidente de la Commission agit depuis quatre ans en constants coups d'État. Elle prend en effet des décisions qui ne peuvent être prises à son niveau, mais à celui du Conseil européen des Chefs d'État et de gouvernement de l'UE. Dans le domaine de la politique, elle l'a fait dans l'affaire d'Ukraine : d'abord la fourniture d'armes « européennes », puis la promesse d'accueil de ce pays dans l'UE. Elle s'est rendue coupable récemment dans l'affaire Israël-Palestine d'une prise de position péremptoire, sans consultation et sans nuance, en faveur d'Israël, qui lui a valu une volée de bois vert de bien des côtés, pas seulement en France. Elle récidive, demandant auprès d'elle un Commissaire de la Défense déjà pré-désigné.

C'est l'occasion pour les associations pour le français et la Francophonie de rappeler qu'elle avait commencé en 2020, par son action post-Brexit, d'ailleurs totalement illégale au regard de tout le droit européen lui-même (Traité de 1958, Charte des Droits fondamentaux, Règlement n°1 de 1958 sur les langues officielles et de travail) en déclarant, sans consultation officielle des pays membres, l'anglais "langue commune", donc seule langue de travail de fait de la Commission. Mesure assassine pour les deux autres langues de travail, l'allemand et le français, vite imitée d'ailleurs par le Parquet européen et la Cour des Comptes de l'UE !

Cela n'avait alors guère ému que nos associations, les seules à contester, y compris en Cour de Justice qui nous a « naturellement » déboutés... Silence des États rendus ainsi complices... Le plus grave étant chez nous la désolante carence de notre Président de la République, qui a refusé en fait de remettre Ursula von der Leyen à sa place pendant la présidence française du Conseil, qu'il a assurée au 1<sup>er</sup> semestre de 2022 ! Cela au mépris des promesses écrites d'action ferme que son Secrétaire d'État Clément Beaune nous avait prodiguées en son nom en 2020 et 2021!

Il faut mettre en valeur cette accumulation de coups d'État pour tenter d'écarter cette année l'usurpatrice nuisible à la France et à l'Europe ! *Albert Salon, ancien ambassadeur, président d'associations pour le français et la Francophonie [albert.salon0638@orange.fr](mailto:albert.salon0638@orange.fr) février 2024.*

**À la Commission européenne**, selon le journaliste **Jean Quatremer**, il a ainsi été nécessaire de publier un dictionnaire anglais-bruxellish pour éviter les malentendus (*for instance* et « *for example* » par exemple). De la même façon, les grandes entreprises et bien



sûr les institutions internationales se tournent vers l'anglais ou plutôt vers le *global english* ou *globish*.

*Hérodote*, le 28 janvier 2024

**La Cité internationale de la langue française devait être inaugurée le jeudi 18 octobre à Villers-Cotterêts mais l'événement a été reporté au 30 octobre 2023 du fait de l'assassinat du professeur de littérature Dominique Bernard, nouvelle victime de la guerre livrée par les « fous d'Allah » à nos démocraties (France, Suède, Belgique, etc.).**

**Cruelle coïncidence !** Notre langue est avec l'école le dernier rempart de notre art de vivre face à la barbarie. Honorons-la et ne permettons pas qu'elle soit attaquée par des brutes comme par les apologues de la *start-up nation*...

Le président Emmanuel Macron inaugure une Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts mais, dans le même temps, il laisse le français sortir de l'espace public et même l'y pousse ! Ouvrons l'oreille : « Hier, après une publicité pour les couches ultra dry de My Carrefour Baby, j'ai suivi la story du dimanche soir au lieu d'aller au cinéma voir *The Revenant*, avant de faire un tour au drive et d'attraper mon Ouigo ». What else ? Et ce n'est pas la mode qui consiste à mélanger français et anglais jusque dans les institutions publiques (*Ma French Bank* ou *Cold Cases*, nom officiel du nouveau service en charge des affaires non élucidées à la Justice) qui va nous rassurer, au contraire : si ajouter « *the* » suffit pour donner une valeur ajoutée au produit, cela veut dire que le français n'est plus la langue « *chic* » que les classes cultivées appréciaient autrefois.

Ce galimatias en rappelle un autre, celui par lequel, en Angleterre, les élites francophones issues de l'invasion normande se sont lentement converties à l'anglais. Il est illustré par le journaliste Ed West (*The Spectator*, 2 juillet 2023) : dans un jugement de 1663, le prévenu est envoyé en prison car « *il montre son nude Corps in un Balcony in Covent Garden* », jetant des flacons d'urine dans la rue « *to the Scandal of the Government* ». Et le juge de rappeler qu'il est le gardien de la morale « *de tous les Subjects le Roy* ».

De façon symétrique, les élites françaises semblent aujourd'hui habitées par la volonté d'abâtardir la langue française au point de rendre incompréhensible au plus grand nombre sa littérature, de Montaigne à Victor Hugo et Saint-Exupéry, et les valeurs qu'elle véhicule : tolérance, respect de la gent féminine, absence de préjugés raciaux, etc.

Depuis quelques années, chacun peut observer une montée en flèche des américanimes dans la publicité, mais aussi dans la communication officielle. Le journaliste Stéphane Kovacs en fait le constat dans *Le Figaro* du 2 octobre 2023 : « *Don't oublie ton little plaisir dans ta crazy journée* » (Candia), « *born to be mélangé* » (Ricard), etc. Les instances publiques s'y mettent, telle la Poste (« *Ma French Bank* ») ou la Ville de Nice (« *#ILoveNice* »). La volonté d'américanisation transparaît aussi depuis 2001 dans la diffusion des films anglo-saxons avec leur titre d'origine, cependant que les autres films étrangers sont diffusés avec un titre en français.

Dans le monde du travail, l'américanisation est devenue un *must*. L'école du Prix Nobel d'économie Jean Tirole s'appelle *Toulouse School of Economics* (aurait-elle moins de succès

autrement ?) ; et bien sûr, elle se pique de proposer des cours en anglais (avec l'accent !) tout comme les écoles de commerce et même l'École Centrale Supélec.



## Identité anti-qubécoise

de **Jean-François Lisée**, qui a dirigé le PQ de 2016 à 2018, Chronique *Le Devoir*, 24/2/2024 ([jflisee@ledevoir.com](mailto:jflisee@ledevoir.com))

« Je passe trop de temps sur X, je le confesse. Mais c'est là que le premier indice m'est apparu l'an dernier. Un internaute rapportait qu'un de ses vieux chums, prof au primaire dans une école multiethnique, avait quitté l'île, car il n'en pouvait plus d'entendre ses élèves refuser, prétendait-il, l'identité québécoise. S'il leur disait que, pour la plupart nés au Québec, ils étaient des Québécois, il déclenchait, dans cette version, l'hilarité générale et même le mépris.

Certainement, pensais-je, il s'agit d'un cas isolé ou d'un prof à la peau identitaire hypersensible. Sur le fil, des commentaires allant dans le même sens étaient cependant apparus. Étonné et incrédule, j'ai voulu retrouver le prof et l'école, sans succès. L'auteur de la publication a depuis disparu de X.

J'avais rangé tout ça dans un coin de mon ordinateur jusqu'à ce que je lise *Le duel culturel des nations* (Boréal) d'Emmanuel Lapierre. L'ouvrage, à la fois érudit et personnel, explique combien le vécu des théoriciens du concept de nation imprègne leurs conclusions. Il démontre aussi comment les nations dominantes, toutes à la fois intrinsèquement ethniques et civiques, culpabilisent les petites, qui le sont autant. Lapierre est enseignant. Il écrit : « Dans toutes les écoles de la région de Montréal où j'ai travaillé ces quinze dernières années, je n'en reviens pas de constater l'attitude de mépris ou de honte à l'égard de la langue et de la culture québécoise. »

## L'anglais domine les corridors

Puis, fin janvier, j'ai commis l'erreur d'affirmer, dans ma chronique « École anormale », que le français était la langue commune dans les écoles privées de Montréal. Des enseignants ont assailli ma boîte courriel pour me détromper.

Celui d'une école privée très cotée de Montréal, et aux longues racines francophones, témoigne : « Bien que le français soit la langue de travail, dans les corridors, la langue commune est de plus en plus l'anglais. La direction et les professeurs ont beau essayer de renverser la vapeur, rien n'y fait. L'anglais prédomine dans ce milieu très multiethnique. Le français, la plupart de nos élèves non francophones s'en foutent (une bonne partie des francophones aussi, d'ailleurs). »

Pour éviter les représailles et préserver la réputation d'une institution à laquelle il est très attaché, il demande de ne pas être nommé et de ne pas désigner l'école. Deux de ses collègues m'ont par la suite confirmé ses constats.

Quatre enseignants actuels et passés du collège Regina Assumpta, à Ahuntsic, veulent bien qu'on nomme leur école. Après de longues années de service, la première m'écrit avoir démissionné, notamment « à cause du dénigrement de plus en plus présent envers les Québécois francophones. [...] On parle anglais dans cette école. Même les élèves dont les parents sont francophones, de souche ou immigrants, ne parlent plus français dès qu'ils mettent les pieds, ou même le premier pied, dans ce collège. » Ses trois collègues observent aussi un glissement vers l'anglais.

J'ai parlé à la directrice générale du collège, Julie Duchesne, qui conteste leur lecture. Les conversations de corridor, m'assure-t-elle, se font « principalement en français ». Elle ajoute que ses étudiants « sont tous fiers de parler, d'étudier et de vivre en français » et que toutes les interactions entre le personnel, d'une part, les jeunes et leurs parents, d'autre part, sont « unilingues francophones ». D'autant que l'institution « fait la promotion de la culture québécoise, des traditions, et les œuvres québécoises y tiennent une grande place ». Certains des étudiants ont le droit de s'inscrire à l'école anglophone, mais « choisissent de faire [leurs études] en français », rappelle-t-elle.

## Le mépris des « Kebs »

Mes sources ne contestent pas le fait que le français est la langue officielle du collège, mais déplorent que ces efforts ne portent pas suffisamment leurs fruits. Et elles signalent un autre phénomène : « Les élèves détestent les francophones. On fait la vie très dure à ceux qui veulent parler français et défendre le fait français : ils sont humiliés et dénigrés en personne et sur les réseaux sociaux », affirme l'une d'elles.

Dans le cadre de son cours, toujours à Regina Assumpta, une autre prof devait aborder le thème de l'identité. Elle raconte : « Alors que nous étions en pleine discussion sur nos valeurs en tant que citoyens, un des deux élèves de souche de mon groupe a levé la main pour s'exprimer. C'est alors que tout le groupe s'est mis à rire et à huer en disant que les Kebs n'avaient pas de valeurs et que nos filles et nos femmes sont en fait des traînées (j'emploie un vocabulaire acceptable ici [...]). Je suis rapidement intervenue et fus coupée par un grand gaillard d'origine maghrébine qui m'a lancé : “Madame, vous ne pouvez pas comprendre parce que les Kebs, vous n'avez pas de culture. Vous faites des trucs de Blancs comme aller au chalet et faire du ski et vous n'éduquez pas vos enfants.” »

Elle continue : « Que dire de mon petit élève “de souche”, musicien de l'orchestre à cordes du collège, qui a osé jouer un petit rigodon pour égayer notre activité de Noël en classe ? Les élèves se sont mis à rire de lui, à l'injurier et à lui lancer des objets. Plus tard, cette

même journée, de la musique libanaise se faisait pourtant entendre dans la salle de niveau où tous les élèves se rassemblent et où plusieurs se sont mis à danser le dabkeh sous les applaudissements de la foule en délire. »

Elle poursuit : « Et comment se porte aujourd’hui cette élève québécoise francophone qui, en classe, a osé dire que les Québécois francophones avaient subi de la discrimination dans le passé ? [Elle] s’est fait insulter et menacer sur les réseaux sociaux pour ses propos que les autres élèves jugeaient racistes et déplacés puisque, selon eux, les Québécois francophones n’avaient pas vraiment souffert. » Une élève de cette classe confirme l’incident.

Un autre prof rapporte qu’à l’Halloween, « il y a cinq ans environ, [un] élève de 4<sup>e</sup> secondaire s’est présenté au collège costumé d’un sac à ordures Glad comme vêtement. Il avait fabriqué une petite affiche qu’il avait collée sur son ventre sur laquelle était écrit “Culture Keb”. Ça a pris deux ou trois périodes avant qu’un adulte lui demande d’enlever son costume ».

La direction de Regina Assumpta refuse de confirmer ou d’infirmier l’existence de ces anecdotes, ou même d’indiquer si des faits de ce genre ont été portés à son attention. Mais elle assure qu’« aucun geste, commentaire haineux, raciste ou intolérant n’est toléré », que la situation est « prise en main par un membre du personnel » et qu’« il y a toujours des interventions qui se font ». Invitée à donner son avis sur l’existence même de cette problématique, d’en estimer l’importance, la montée ou le déclin, la directrice générale a refusé de s’engager sur ce terrain.

## Une intolérance de part et d’autre

À Regina Assumpta toujours, dans un groupe de 2<sup>e</sup> secondaire, un intervenant de la « Caravane de la tolérance » a posé la question : qui ici se sent Québécois ? Sur 36 élèves, 34 ont dit non. Cet organisme s’appelle maintenant Ensemble pour le respect de la diversité. Il anime chaque année environ 1000 ateliers sur la tolérance dans les écoles du Québec, publiques et privées, rejoignant ainsi près de 30 000 élèves par an. J’ai évoqué ce résultat à son directeur général, Rafaël Provost. Sa réaction : « C’est quelque chose qui nous arrive très souvent. » Je lui ai ensuite lu les anecdotes rapportées par les profs. Il les considère toutes comme vraisemblables. Ce mépris des Kebs, dit-il, « on le voit et on l’entend dans les écoles ».

Le dernier Portrait socioculturel des élèves inscrits dans les écoles publiques de l’île de Montréal rapporte que 56 % de leurs élèves sont soit nés à l’étranger, soit nés ici de deux parents étrangers. Sur un total de 447 écoles, 165 écoles publiques (primaires ou secondaires) de l’île affichent une proportion de 66 % ou plus d’élèves issus de l’immigration. Parmi elles, 111 en comptent 75 % ou plus, 43 en accueillent 85 % ou plus.

La mise en minorité des natifs peut créer des conditions propices à la propagation du mépris, mais elle n’en constitue pas la cause. M. Provost évoque plusieurs raisons qui peuvent l’expliquer. « Aucun jeune ne naît raciste, homophobe ou intolérant : c’est quelque chose qui s’apprend. » Un jeune qui grandit dans une famille immigrante dont l’intégration est réussie aura du Québec et de ses habitants une image positive, tandis que les parents qui se sentent rejetés et dévalorisés transmettront leur dépit à leurs enfants. « Si les parents ne se

sentent pas eux-mêmes Québécois, c'est difficile de transmettre [l'attachement au Québec] à leurs jeunes. »

Mais l'intolérance, affirme Provost, n'est pas à sens unique. « Beaucoup de jeunes à Montréal ne s'identifient pas comme Québécois parce qu'ils disent qu'ils n'ont pas le droit de se sentir comme ça, explique-t-il. On leur dit qu'ils ne le sont pas. » Qui est ce « on » ? « Des jeunes Québécois qui disent aux autres qu'ils ne sont pas Québécois [car] pour être Québécois, il faut être blanc, francophone, né ici. » C'est le genre de commentaires qu'il entend, aujourd'hui, dans les écoles montréalaises. Et c'est la tâche de son organisme de déconstruire ces préjugés, de part et d'autre. Je lui ai demandé si ce phénomène est en progrès ou en reflux. Il constate une montée générale de l'intolérance, dans tous les domaines : identitaire, raciale, d'orientation sexuelle. « Il y a des jeunes qui lèvent la main maintenant dans les classes – et ça nous arrive régulièrement – pour dire “moi, je suis raciste”, “moi, je suis homophobe et c'est de la liberté d'expression”. Ils le verbalisent. Alors imaginez ceux qui le pensent sans le dire ! » Ses services sont d'ailleurs plus sollicités que jamais et il dit sentir les équipes d'écoles débordées par l'augmentation des tensions de toutes sortes.

## Intérioriser le mépris

Il reste que l'ambiance ainsi créée sur la question précise de l'attachement au Québec est délétère, y compris pour la santé identitaire des francophones. L'auteur et enseignant Emmanuel Lapierre estime que certains d'entre eux « adoptent la même attitude que les autres Canadiens vis-à-vis du français ». « Ils le parlent par politesse parmi les leurs, et le parlent mal. Inconsciemment ou consciemment, ils dédaignent leur propre langue, leur propre identité. »

Bref, quelque chose d'important et d'inquiétant se passe aujourd'hui dans des écoles francophones, privées et publiques, de Montréal. De guerre lasse, certains enseignants choisissent l'exil, dans une autre école ou à l'extérieur de Montréal. Les jeunes n'ont pas cette option. Ni les Kebs ni les autres.

Je n'ai pu ici lever qu'un coin du voile sur cette dynamique. Il m'apparaît urgent de mieux la documenter et de mieux la comprendre, de trouver des moyens efficaces d'estomper cette dichotomie malsaine, car ce qui se déroule devant nous, c'est le détricotage, voire la déchirure du tissu identitaire québécois. »

## Que reste-t-il du français à Ottawa ? *Le Devoir*, 24 février 2024

**Les bastions francophones d'Ottawa tremblent, mais ils ne cèdent pas. Les effets de l'immigration et de l'élargissement des services bilingues dans la municipalité sur la consolidation du français ne font pas consensus parmi les experts, qui**

## **estiment que des efforts restent à faire pour que la capitale fédérale soit véritablement bilingue.**

« C’est toujours inquiétant de voir que le français recule », lance le directeur général de l’Association des communautés francophones d’Ottawa (ACFO Ottawa), Diego Elizondo, qui souligne qu’une « forte minorité » francophone demeure dans l’est de la ville. Selon le dernier recensement de Statistique Canada, le français est la première langue officielle parlée de 14,9 % de la population d’Ottawa. Mais le poids démographique des francophones a diminué de 1,1 point de pourcentage dans la capitale fédérale entre 2016 et 2021. Cela dit, « les chiffres globaux pour Ottawa ne donnent pas une [bonne] image de la réalité du français » dans la ville, estime Anne Gilbert, professeure au Département de géographie de l’université d’Ottawa. Si la carte demeure blanche à l’ouest de la rivière Rideau, elle est teintée de bleu poudre à l’est de celle-ci. Dans Vanier et Orléans, les locuteurs natifs du français représentaient, en 2021, de 30 à 50 % des habitants. « Il s’agit de milieux réellement bilingues, où il y a une chance sur deux que notre voisin soit lui aussi un francophone. C’est beaucoup moins minoritaire que ce que la statistique globale veut dire », indique M<sup>me</sup> Gilbert.

« Ce n’est pas une chute libre comme on aurait pu le craindre, mais c’est très fragile », estime toutefois M. Elizondo, qui parle de statu quo. « Le corollaire, c’est qu’il n’y a pas de progrès. »

Selon M<sup>me</sup> Gilbert, il n’y a pas eu de « changement majeur » depuis 2016. Elle souligne toutefois que la basse-ville se « transforme beaucoup ». Ces dix dernières années, les édifices en hauteur se sont substitués aux petites maisons, et ils attirent désormais « une faune très particulière », éloignée de la vie familiale. Des étudiants et des retraités anglophones s’y installent, remplaçant progressivement « la génération qui avait fait de la basse-ville d’Ottawa un lieu de vie français ».

### **Bilinguisme « symbolique »**

En 2001, la Ville a « réaffirmé son engagement à offrir [...] des services en français et en anglais » en reconduisant sa politique de bilinguisme adoptée en 1970. La municipalité a ensuite été désignée officiellement bilingue par le gouvernement provincial, en 2017. Un changement législatif plus « symbolique » qu’autre chose, selon l’ancien conseiller municipal d’Ottawa Mathieu Fleury, qui a fait partie du Mouvement pour une capitale du Canada officiellement bilingue. « On dit [que la Ville d’Ottawa est] officiellement bilingue. Mais qu’est-ce qui se définit comme officiellement bilingue ? Ça renvoie à la politique des services en français, qui elle n’a pas été rajustée » depuis 2001.

Contactée par *Le Devoir*, la gestionnaire des services en français d’Ottawa, Michèle Rochette, a écrit que la Ville « reconnaît les contributions de la communauté francophone » et est « fière de [son] caractère bilingue ». Elle n’a toutefois pas indiqué au journal si la municipalité était ouverte à une révision de sa politique, comme le réclame l’ACFO Ottawa.

### **Des efforts vains dans l’ouest ?**

La population d'Ottawa a tendance à se déplacer vers les banlieues. Et pour les francophones, le réflexe a toujours été de se tourner vers l'est, « vers Montréal », explique M<sup>me</sup> Gilbert, traçant une « frontière assez nette » avec l'ouest d'Ottawa. En vingt ans, des progrès ont été faits pour ouvrir des écoles et instaurer des services en français dans ce pôle de la ville. Une « effervescence » nécessaire pour des francophones « qui étaient très mal servis », reconnaît M. Elizondo. Mais même s'ils répondent à une véritable demande, ces projets n'ont « pas créé de concentration forte », déplore M<sup>me</sup> Gilbert. « Quand on éparpille les ressources, le problème, c'est qu'on n'en fait pas assez nulle part, au lieu d'en faire beaucoup quelque part. » M. Fleury, d'un avis contraire, juge que « la francophonie est partout sur le territoire » et que « c'est à la Ville d'ajuster son niveau de services ».

### **L'immigration ne suffit pas...**

À l'instar du gouvernement fédéral, la « communauté francophone à Ottawa mise beaucoup sur l'immigration » pour rétablir son poids démographique, note M<sup>me</sup> Gilbert. Mais si elle est certes « un atout », elle ne suffit pas à « diminuer l'impact de l'immigration anglophone », dit-elle, faisant remarquer que plus d'immigrants « se rallient à l'anglais » une fois sur le territoire. « Il y a d'autres personnes qui arrivent dans les quartiers, qui s'installent, mais il n'y a pas une tendance vers l'inverse, où les francophones sont en augmentation. Ils se maintiennent à peine », ajoute M. Elizondo. M. Fleury estime quant à lui que ce sont les statistiques, en reflétant mal toutes les langues que peuvent parler les nouveaux arrivants, qui « affaiblissent la francophonie ».



### **En Suisse...**

NDLR : De notre ami **Philippe Carron**, dynamique président du collectif **Langue française**, membre du *Haut Conseil international de la Langue française et de la Francophonie (HCILFF)*.

Madame, Monsieur,

En ce début de siècle, la langue française, a fortiori la chanson d'expression française, se voit petit à petit évincée comme une malpropre du paysage romand – et de toute la francophonie européenne, d'ailleurs – par les fers de lance du tout-anglais propulsés sur la ligne de front d'une guerre culturelle planétaire échafaudée depuis belle lurette par les faucons de l'atlantisme pur et dur (Cf. le discours de Churchill à Harvard en 1943). Leur incessant matraquage, enrobé d'un subtil enfumage, a d'abord carrément déboussolé une grande majorité de Romands, qui ont fini tout de même par « avaler » **le fantasme d'une langue unique** censée leur faire décrocher la lune. Une telle rage malade de faire « table rase » des scories du passé, en l'occurrence de l'idiome de tout un peuple, s'apparente à ce que le sociologue Mathieu Bock-Côté appelle « le totalitarisme, sans le goulag » (Cf. son dernier livre).

Quiconque tente de s'opposer à ce « linguicide » se voit aussitôt marginalisé, qualifié de réactionnaire, ses actions frappées du sceau de l'invisibilité par une gigantesque machinerie médiatico-économico-financière qui ne tue pas physiquement, ni ne porte pas atteinte à vos chairs, mais qui vous broie dans son fallacieux carcan idéologique avant que vous ayez réussi à émettre le moindre son de protestation. La société romande – de même que l'Europe francophone tout entière – est devenue en peu de temps une zone de « reformatage » et de « recadrage » mental où la chasse au « vernaculaire » par la « clique de la pub et du fric » (dixit Michel Serres) a fait d'**un vecteur d'expression unique au monde un épouvantail à l'instar de celui que l'on jette après les moissons**. Je défie toute personne qui se permettrait de nier **des faits aussi visibles que nos plus hautes montagnes...** et qui ne souffrent pas le début du premier zeste de contestation (voir plus loin).

La singularité romande est-elle vraiment appelée à disparaître une bonne fois pour toutes dans les méandres de l'Histoire en des temps où les Droits de l'Homme sont paradoxalement érigés – et plus que jamais – comme autant de remparts pour nous protéger de la barbarie ? Un pays qui tourne le dos à son passé, qui perd la mémoire de ce qui l'a façonné **peut-il encore fanfaronner et se regarder le nombril alors qu'il a vendu son âme au diable ?** Pour bien mettre en lumière cette vaste entreprise de **casse et de substitution** linguistique ici-même, je m'en vais citer quelques exemples édifiants – **parmi des milliers d'autres**, et des plus cocasses – sans que cela ne fasse réagir pour autant les associations ou organismes romands liées de près ou de loin à la défense des consommateurs, ni même les Chambres de commerce des cantons francophones\*\*, ou d'autres entités pourtant en lien également avec tout le tissu économique local (cités sous A).

La **SMART SURFACE PROTECTION**, formule d'un produit qui fait briller vos parquets. **L'HANDYMATIC CLASSIC POWDER, MADE IN SWITZERLAND** est censée dégraisser votre vaisselle. Le **CLASSIC RINSE AID de HANDY MATIC - SHINE et GLASS PROTECTION**, pour faire briller vos verres. Le **MIGROS PLUS OECO POWER**, vinaigre de pommes censé dissoudre le calcaire en sels solubles. Le **POTZ POWER PROTECT**, le détartrant incontournable pour vos sanitaires. En passant au **SELF CHECK-OUT** de la MIGROS, heureux mais inconscient, vous évitez les files d'attente en caisse. Hilarant ! Le **TOURING CLUB SUISSE** vient de me proposer sa nouvelle carte de crédit : il s'agit du **TCS MEMBER MASTERCARD** pour ses membres, ou alors le **TCS TRAVEL MASTERCARD GOLD** pour les trotte-globe. Il va sans dire que ces deux cartes offrent des avantages, entre autres le **TCS PARK+PAY**, et un paiement sécurisé sur Internet grâce à la **MASTERCARD IDENTITY CHECK**. Fascinant ! Ma gérance immobilière qui s'intitulait il y a trois ans à peine **LA BÂLOISE SERVICE IMMOBILIER** est devenue en très peu de temps **LA BÂLOISE ASSET MANAGEMENT**, puis **BÂLOISE ASSET MANAGEMENT**, sans article, et enfin tout simplement **BALOISE ASSET MANAGEMENT** (sans accent). Comme pour **LE CREDIT SUISSE**, le procédé est simple : on commence par enlever l'article (trop français), puis on supprime l'accent comme pour bien éliminer toute ressemblance avec une langue qui doit sentir le soufre. Désopilant ! A la Migros, un jour de promotion, au rayon de vêtements **MIGROS ESSENTIALS MEN PYJAMA COTTON HIT**, en gros caractères sur



l'emballage avec, au dos et en caractères à peine visibles, les traductions dans les langues nationales, histoire de faire passer la pilule. N'oublions pas la **MIGROLCARD** pour l'essence, ni la **SUPERCARD** de la COOP, la **CORNERCARD**, de la **CORNER BANK**, pour vos liquidités, la **CUSTOMER CARD** de l'**UBS**, pour tout type d'achat, de même que toutes les trouvailles en... **CARD** qui n'arrêtent pas de venir gonfler nos portefeuilles jour après jour...

Les nombreuses associations francophones de défense du français, en copie sous cc, auraient le droit – je le leur suggère même, ils ont les adresses-courriels – de demander aux responsables politiques d'une démocratie qui se veut exemplaire en matière de protection de sa diversité linguistique – pour quelle raison ils ont laissé « s'évaporer » dans les marges une langue qui avait imprimé son « aura » sur la mosaïque culturelle du pays. Ils seraient en droit de fustiger l'attitude irresponsable de ces mêmes politiques pour avoir laissé le pays d'Henry Dunand, le fondateur de la Croix-Rouge, sombrer dans l'anarchie linguistique la plus anticonstitutionnelle... au seul profit d'une langue étrangère, dominatrice de surcroît, procédé digne des républiques bananières.

J'invite les organismes suisses romands susmentionnés non seulement à prendre toute la mesure du basculement langagier en cours entre la chaîne du Jura et la Sarine, mais aussi et surtout à appréhender le danger mortel que constitue, pour la diversité des langues et des cultures planétaires, le recours unilatéral au parler de la pensée unique anglo-saxonne qui ne supporte rien de ce qui dépasse de son glacial moule hégémonique.

Salutations francophones

**Philippe Carron**, linguiste de formation, ancien professeur de français et de langues... dont l'anglais.

(Copie à la classe politique romande et frontalière, aux journaux romands et francophones, aux agences de presse, etc.) **Annexes** : "Il était une fois... la langue d'Emma" (Philippe Carron) : "Quand l'écriture inclusive et l'anglôlâtrie achèvent une langue unique au monde" (Philippe Carron).

\* « Le Suisse aux bras noueux ne trait plus sa vache mais vit dangereusement... contrairement à ce que disait Victor Hugo en son temps.

\*\* Un idiome ne constitue-t-il pas un levier économique de première importance ?

**Réquisitoire implacable contre les inexcusables pratiques d'écritures « alternatives » et contre une anglôlâtrie exacerbée qui achèvent la langue française en Suisse romande et dans toute la Francophonie européenne & Vibrant plaidoyer en faveur d'une langue française qui a su, par un génie hors pair, porter le souci de l'esthétisme à la perfection dans le paysage linguistique mondial**

Un féminisme débridé : En ce moment, un féminisme débridé, au bord de l'hystérie, déferle dans la sphère francophone sous de fallacieux idéaux d'égalité, de liberté et de modernité, le tout monté en épingle par une sociologie militante\* et un système médiatique remontés et à la traque de tout ce qui a trait au « prétendu machisme dominant ». Pour ce qui est de la langue française, des féministes déchaînées, éperonnées par leurs vindicatives égéries, ont sorti leur artillerie lourde pour en manipuler et en travestir le déroulé syntaxique et la ligne mélodique afin de relayer leurs « abracadabrantes » revendications et de satisfaire à un égocentrisme outrancier au mépris de toutes considérations qui ressortissent du fait linguistique proprement dit.

L'écriture inclusive ou le reniement de soi : condamner, par la contrainte, par la manipulation morphologique et syntaxique une langue comme le français à devenir absolument illisible et hautement impraticable pour une majorité de locuteurs romands déjà **largués par une anglomanie « omnivore »\*\***, constitue une considérable régression du point de vue ontologique, en ce sens où

la langue, qui participe d'un champ de connaissances indispensables à une société et à sa survie – et qui est son bien commun – est défigurée par un système d'écriture anarchique, qui est contraire à son esprit et aux dispositions anthropologiques qu'elle implique.

Forcer, par de coupables pressions moralisatrices, la langue française à se renier et à se déposséder en la faisant se raidir dans le carcan d'une idéologie qui veut faire « correspondre sexes et genres grammaticaux » est **une hérésie**, pire encore, **une violation gravissime et totalement injustifiée de son disque dur que sont sa clarté et sa précision**, ses qualités intrinsèques qui se démarquent de tout ce qui a été conçu en la matière jusqu'ici. Seulement, la bien-pensance s'en soucie-t-elle ?

À ce sujet, il est évident que la langue de Rousseau doit exaspérer pas mal de monde par le seul fait qu'elle est un vecteur d'unité, de cohésion, de liberté, sans parler de son aura irrésistible, contrairement à un anglo-américain hégémonique qui « écrabouille » tout ce qui possède encore un zeste de culture, a fortiori d'humanisme.

La langue française, la langue à abattre : Une pollution sans précédent violente comme jamais le logiciel de la langue française devenue LA langue à abattre dans les milieux francophones européens – Suisse romande en tête – et qui se contorsionne d'un bout à l'autre de son champ syntaxique. **Véritable descente aux enfers** qu'accompagnent le cynisme et la condescendance de bon nombre de professeurs de français, d'écrivains, de pontes universitaires, d'intellectuels, de spécialistes, de linguistes en herbe et autres « techniciens » du langage qui clament à l'envi « qu'il faut laisser la langue évoluer naturellement, qu'elle est en constant devenir, que diable ! », alors que la langue française ne peut plus évoluer, atrophiée, infestée, d'une part, par un « globish » glouton et sclérosant et, d'autre part, étranglée maintenant par un « griffonnage » incompréhensible et illisible qui ressemble à s'y méprendre à des « hiéroglyphes » d'un temps que l'on croyait révolu... et dont la propagation délétère s'oppose à l'idéal de clarté, d'intelligibilité et de lisibilité d'une langue française qui est **un sommet de la création humaine** et qui, selon l'Académicien François Cheng, mériterait « d'être inscrite au patrimoine immatériel de l'UNESCO ». L'on comprend alors aisément pourquoi la langue française est l'instrument rêvé de la littérature.

La langue française ou le souci de l'esthétisme porté à la perfection : On ne saurait passer sous silence la dimension hautement civilisationnelle de la langue française qui s'est élaborée autour **d'un « souci esthétique » majeur porté à la perfection**, que sa raison d'être induit justement cette harmonie, cet ordre, cette sobriété qui régissent et ponctuent sa prosodie. Que cette langue se manifeste invariablement avec son infini cortège de mots aux facettes finement et délicieusement ciselées et polies – des articles de luxe les plus sophistiqués ; qu'elle implique cette exigence syntaxique qui a abouti à une structure judicieusement charpentée ; qu'elle possède un agencement parfaitement équilibré de voyelles et de consonnes – cas presque unique au monde ; une égale durée des syllabes couplée d'une émission de voix subtilement modérée, toutes qualités lui assurant une fluidité sans hiatus ; que son énonciation est empreinte de ce velouté, de cette couleur tonique si singulière qui évoquent la plus douce, la plus folle et la plus enivrante des mélodies, celle dont les non-francophones raffolent une fois qu'elle est parvenue à leurs oreilles.

Seulement, aujourd'hui, à travers l'abâtardissement et l'avitissement bien ciblés de ce legs inestimable que nous avons tous reçu en partage – nos mères nous l'avaient inculqué avec une telle patience, un tel savoir-faire et un infini respect, elles ! (Cf. Langue d'Emma en pj) –, on devine le paysage linguistico-culturel ravagé d'une société romande qui se délite, comme on voit la vase, les dépôts glauques et toutes sortes d'objets hétéroclites immondes au fond d'une onde transparente, **l'illettrisme étant en passe de devenir un sport et un fléau dans une Romandie méconnaissable... idem pour la France et la Belgique.**

La langue française ou "l'inclusion" par excellence : La langue française contient déjà en elle-même, et même mieux que toute autre, cette sollicitude à l'égard des deux sexes qui constitue SA marque de fabrique : « La présence et la complicité de la femme dans une relation harmonieuse et unique ». Elle seule place l'homme et la femme dans une commune et indispensable interaction.

Lui surimposer une fioriture de signes abscons ne fait que déchirer à jamais la trame « architecturale » d'un monument qui s'est construit à longueur de temps et qui fait que la langue française est une langue écrite qui se parle ou, pour simplifier, parler le français, c'est s'exprimer à partir de l'écrit ; c'est plaquer son discours sur l'écrit, sur la grammaire – ou inversement –, les deux procédés, écrit et oralité, marchant main dans la main, comme deux jeunes tourtereaux, et que les dissocier l'un de l'autre, ce qui est le cas dans les autres langues, **c'est l'achever, c'est lui donner le coup de grâce, son arrêt de mort... et c'est pourtant ce à quoi l'on assiste aujourd'hui.**

La femme et son rôle prépondérant en langue française : Pour calmer les ardeurs de nos « jusqu'aboutistes », il convient de rappeler que, dans aucune autre langue au monde que le français, la femme a pris une part aussi prépondérante et déterminante dans la vie de sa langue, a fortiori dans la littérature, depuis la période des trouvères et des troubadours, en passant par Port-Royal, les écrivaines du Grand Siècle jusqu'aux salons et autres cafés littéraires et plus haut jusqu'à nous, où le rôle de la femme a été essentiel **grâce à ce raffinement, cette prestance, cette audace, cette maîtrise des codes de la civilité dont elle seule a le secret.** La femme, très tôt déjà, a habillé et habité la langue française d'une manière singulière, elle l'a embaumée de son subtil parfum, de sa politesse exquise, et a participé, conjointement avec son opposé masculin, activement à son élaboration et à son essor, ce qui constituait déjà, en son temps, une véritable révolution dans les mentalités... prouesse inégalable et inégalée depuis. **Quelle autre langue au monde peut se targuer de pareil exploit ?** N'est-ce pas cette façon de se voir, et de voir l'autre, qui modèle et forge une culture ?... et l'on se complaît à dire dans le landerneau des esprits chagrins que le français est une langue sexiste, jusqu'à vouloir en faire le parangon de la laideur en la dénaturant à qui mieux mieux... À d'autres !!!

Cachez ce « E » incongru ! Nul doute que la féminisation des noms de métier, qualification, profession, fonction, *etc.*, doit être remise au goût du jour en des temps où l'accès à tous les postes sociétaux, même les plus élevés, s'est accéléré pour le sexe « dit » faible, ce dont tout un chacun se félicite... cette féminisation ayant eu forcément des incidences sur la langue.

Un bémol toutefois. Pour briser des clichés tenaces – et sans vouloir offenser personne –, il convient de rappeler une bonne fois pour toutes que le français ne possède pas de suffixe permettant de féminiser mécaniquement les substantifs, que le **E\*\*\*** ne sert nullement de suffixation ou de dérivation, contrairement aux adjectifs et aux participes – malgré la détestable et évidente mauvaise foi de récalcitrantes et de médias en mal de sensations. Il convient de marteler une bonne fois pour toutes que « le genre grammatical n'indique en rien une connotation ou une catégorisation sexuelle », que le masculin a cette valeur purement générique, ou non marquée, ou non genrée (non sexuée), « inclusive », **que nous a léguée le latin**, mais là encore faut-il enlever ses grosses lunettes opaques pour intégrer un fait aussi patent.

Le mot de la fin pour ne pas rester sur sa faim : Soyons un brin sérieux ! Ce n'est pas la frénésie genrée et « égalitariste » d'une milice à la manœuvre, qui prend la langue française en otage en malmenant jusqu'à écœurement\*\*\*\* une morphologie et une grammaire accusées de tous les malheurs de la condition féminine – terreau du sexisme, à ce qu'il paraît – **qui incitera l'homme à porter un regard tout neuf sur la femme**, qui fera avancer d'un iota les inégalités entre le « mâle » et la « femelle », qui résoudra le lancinant problème de la parité des salaires, qui rendra plus visible le rôle de la femme dans la vie professionnelle, qui redressera la courbe du chômage ; ce n'est pas en détruisant la structure et le noyau d'une langue qui a atteint **des hauteurs de perfection** qu'on la rendra plus attrayante aux yeux de tous, *etc.* Bref, ce n'est pas en portant le combat de femmes sur le terrain linguistique que l'on fera avancer le « schmilblick » dans quelque domaine que ce soit... et que l'on pourra faire évoluer les mentalités sur la base de considérations grammaticales complètement farfelues. **Philippe Carron**

Annexe : ment.

\* Toute idéologie, telle que celle de l'égalitarisme prônée dans certains milieux, ne trempe-t-elle pas ses racines dans le terreau de l'inculture ?

\*\* Tomber sur une enseigne encore en français, par exemple, dans les rues de Lausanne et de sa banlieue relève de l'exploit... et que d'en dénicher une nous paraît tellement surréaliste qu'il faut se pincer pour le croire... Ne sommes-nous pas déjà colonisés de la tête aux pieds ?

\*\*\* Ce E que l'on sert en toute incohérence pour féminiser bon nombre de noms comme professeurE, procureurE, auteurE, *etc.* est un appendice qui n'a rien de sexué en français, ni de féminin, ce n'est pas une désinence féminine contrairement à celles des adjectifs, et encore..., même si l'on trouve des exemples de dénominations de métiers féminins dans un passé lointain. Seulement pour le comprendre, il convient de retracer toute l'évolution de notre langue depuis le latin, en passant par l'ancien français jusqu'au français actuel pour battre en brèche des notions aussi grotesques... et là quelle personne un tant soit peu sérieuse est disposée à s'y attarder ?

\*\*\*\* Une langue ne se brutalise pas, ne se dissout pas dans la médiocrité environnante – surtout pas le français – ni n'est assimilable à un produit négociable qui fluctuerait suivant les cours capricieux de la Bourse.

## **Italie : haro sur les anglicismes !** *Le Point* du 7 avril 2023

**NDLR : Il est intéressant (amusant ?) que Bernard Cerquiglini, ancien patron de la DGLFLF, à qui nos langues régionales doivent leur introduction dans les compétences officielles de cette DG, plaide pour une réaction chez eux allant dans le même sens qu'en France... Raison de plus pour que nos divers partis politiques prennent conscience de la nécessité de doter aujourd'hui notre pays d'une loi beaucoup plus protectrice du français en France. Albert Salon**

## **Une proposition de loi, portée par Fratelli d'Italia, entend faire reculer l'usage de l'anglais dans la société italienne,** par **Alice Pairo-Vasseur**

Le projet de loi a été déposé par le vice-président de la Chambre des députés et membre du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia, Fabio Rampelli. L'Italie, en guerre ouverte contre les anglicismes ? C'est du moins le sens d'un projet de loi déposé par le vice-président de la Chambre des députés et membre du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia, Fabio Rampelli. Soutenu par la Première ministre Giorgia Meloni, présidente du parti, le texte entend faire reculer l'usage de l'anglais dans la société. La langue anglaise « avilit et mortifie » l'italien, avancent ses auteurs, décidés à la bannir de tous documents et communications officiels. « Son usage deviendrait obligatoire dans tous les bureaux, même ceux qui traitent avec des étrangers non italophones », fait par ailleurs valoir le texte. Une disposition qui, si elle est adoptée, pourrait coûter cher aux contrevenants : « avec des sanctions allant de 5 000 à 100 000 euros ».

Si toutes les langues sont concernées, c'est bien l'anglais qui est explicitement visé dans la proposition de loi des élus. « L'anglomanie a des répercussions sur l'ensemble de la société », exposent en préambule ses auteurs, qui envisagent l'appui d'un comité, créé par le ministère de la Culture, destiné à « certifier l'utilisation correcte de la langue italienne et sa prononciation ».

Ce sont des chiffres, relayés par l'agence de presse Agenzia Italia, qui ont poussé Fabio Rampelli et ses collègues à vouloir légiférer : depuis l'an 2000, le nombre d'anglicismes a bondi de 773 % dans la langue italienne. Ainsi le dictionnaire de référence *Treccani* en recenserait-il près de 9 000 sur 800 000 mots. Un nombre « colossal », commente auprès

du *Point* Bernard Cerquiglini, éminent linguiste et conseiller scientifique du dictionnaire *Le Petit Larousse*. « Dans les journaux, les débats politiques, comme dans les relations interpersonnelles... l'anglais est aujourd'hui partout en Italie », témoigne le spécialiste, qui raconte, mi-amusé mi-sceptique, qu'un restaurant transalpin lui a indiqué peu de temps auparavant être complet en ces termes : « Siamo full ! » [Nous sommes *full* (« complets »), NDLR]. À titre comparatif, en **France**, ce sont chaque année 150 nouveaux mots qui intègrent le *Petit Larousse* et, parmi eux, seuls 15 % sont étrangers – en majorité anglo-américains. Un chiffre stable sur les vingt-cinq dernières années. « On ne peut pas parler chez nous d'invasion, comme elle advient en Italie ! »

Il faut dire que si **Fratelli d'Italia présentait, en novembre dernier, un projet de loi destiné à inscrire l'italien dans la Constitution, aucun cadre législatif n'encadre encore la langue**. Ainsi, quand le français est protégé par l'article 2 de la Constitution (« La langue de la République est le français ») et la loi Toubon du 4 août 1994 (qui impose l'usage de la langue française dans les textes légaux, contrats de travail et tous écrits destinés aux consommateurs), l'Italien ne l'est aujourd'hui que par *l'Accademia della Crusca*, équivalent non officiel de l'Académie française. Dotée d'une « police de prévention », elle s'en tient à « repérer » les anglicismes avant qu'ils ne « prennent racine » dans la langue italienne. Un état de fait qui tient d'un lourd précédent : Mussolini, en imposant en 1923 à ses compatriotes de se passer des mots étrangers, tels que « cocktail », « flirt » ou encore « garage », a rappelé combien « la langue pouvait être autoritaire », souligne Bernard Cerquiglini. Depuis lors, par crainte de paraître nostalgique de l'homme d'État, « rares sont les Italiens à oser défendre leur langue ».

« L'Italie a pourtant bien besoin d'une législation linguistique, au moins par souci pratique ! » fait valoir le linguiste, qui se rappelle ces infirmières françaises dont quelques-unes, avant la loi Toubon, ne pouvaient décrypter les modes d'emploi de certaines seringues, rédigés en anglais. « Que dire d'un jugement de tribunal italien rendu, demain, en anglais ? On peut tout imaginer... »



## Brèves

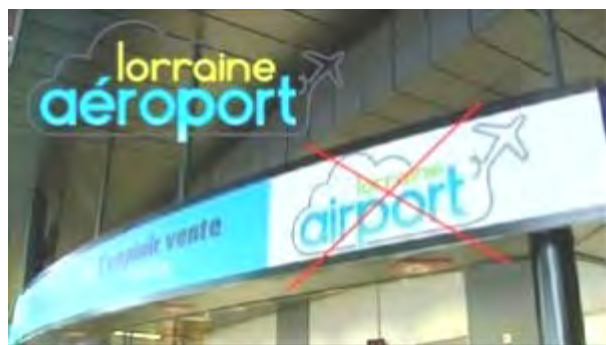
*Stefan Zweig*, auteur de *Die Welt von gestern* (Le monde d'hier), grand écrivain autrichien juif qui se proclamait « Européen » avait, désespérément, fui son pays, après l'« Anschluss » de mars 1938. Homme d'une extraordinaire sensibilité, suicidé en 1942 à

*Petropolis au Brésil, il fut aussi un visionnaire : en 1925, il avait pressenti notre destin « européen ? »... que nous cherchons à renverser. Albert Salon*

« D'où provient cette terrible vague qui menace d'emporter tout ce qui est particulier dans nos vies ? Quiconque y est allé le sait : d'Amérique. Sur la page qui suit la Grande Guerre, les historiens du futur inscriront notre époque, qui marque le début de la conquête de l'Europe par l'Amérique. Ou pis encore, cette conquête bat déjà son plein, et on ne le remarque même pas. Chaque pays, avec tous ses journaux et ses hommes d'État, jubile lorsqu'il obtient un prêt en dollars américains. Nous nous berçons encore d'illusions quant aux objectifs philanthropiques et économiques de l'Amérique : en réalité, nous devenons les colonies de sa vie, de son mode de vie, les esclaves d'une idée qui nous est, à nous Européens, profondément étrangère : la mécanisation de l'existence. Mais cet asservissement économique me semble encore peu de chose en comparaison du danger qu'encourt l'esprit. » **Stefan Zweig, *L'Uniformisation du Monde*, 1925.**

## « Lorraine Airport » enfin remplacé par Lorraine aéroport !

Publié le 23 décembre 2023 par ALF



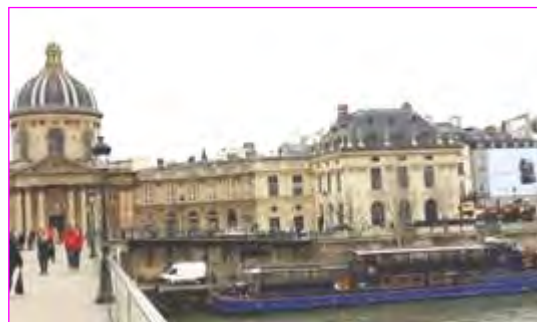
### Affaire gagnée contre l'anglomanie de l'aéroport de Metz-Nancy-Lorraine !

Voici, présentés dans cette page, les éléments du dossier "Lorraine Airport", une affaire qui a commencé le 21 août 2015 par l'envoi d'un recours gracieux. Cette affaire prend fin le 14 décembre 2023 (elle aura duré plus de 8 ans !) sur un jugement qui donne raison à l'Association et qui fait donc gagner la langue française.

(Le Figaro) En guerre contre l'anglomanie, ces partisans du français ont vaincu le Lorraine Airport. Après huit ans de procédure, l'**Association Francophonie Avenir** a obtenu du tribunal judiciaire de Metz que cet aéroport change de nom pour se conformer à la loi Toubon. Une affaire qui pourrait faire jurisprudence. Front Populaire "Lorraine Airport" n'est plus : en France on dit "Lorraine Aéroport" (26/12). La justice vient d'ordonner à l'aéroport de Metz-Nancy-Lorraine de renoncer à s'appeler "Lorraine Airport" pour prendre le nom de "Lorraine Aéroport". Pour le directeur de l'association à l'origine de l'affaire, cela pourrait créer "une jurisprudence qui permettra d'aller plus vite pour les prochains procès".

## La langue française bafouée à moins de 100 mètres de l'Académie française, 30/1/2024 (voir [site ALF](#))

Sous couvert de financement de travaux de restauration de l'Hôtel de Garsaulan par la publicité (article L. 621-29-8 du Code du patrimoine), le propriétaire tolère pour ce financement une publicité entièrement en anglais et en grand "Not so quiet." pour le couturier "français". Balenciaga qui appartient groupe de luxe "français" Kering.



## Courrier des lecteurs

*NDLR : Marcel Girardin, ancien président de DLF-Savoie, s'adressant à la préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes représentante de l'État, censée faire appliquer les lois, dont celle dite « Toubon », illustre très bien ci-dessous le combat mené par le Haut Conseil international dont il est membre et des 358 associations qui le composent. Que chaque militant s'insurge à son exemple contre les dérives des administrations et services publics de sa région, de son département, de sa mairie ! Albert Salon*

Madame la préfète,

Après des jours et des jours de publicité et d'articles consacrés à TECH and FEST, formatant ainsi le cerveau des lecteurs du *Dauphiné-Libéré* à la regrettable idée que l'innovation technologique ne pouvait passer que par l'anglo-américanisation de son expression et de sa présentation, j'ai eu la très désagréable surprise de découvrir que vous figuriez, comme représentant de l'État et aux côtés de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Grenoble Métropole et la Communauté de communes du Grésivaudan, parmi les partenaires fondateurs de cette manifestation TECH and FEST, qui s'est déroulée les 1<sup>er</sup> et 2 février derniers, à Grenoble.

Cette manifestation, outre son appellation qui aurait pu être avantageusement remplacée par les appellations en langue française « FEEStival de la Technologie » ou « Salon de la Technologie », placée de manière surprenante sous votre patronage, contribue à **la relégation**, dans le champ de la seule littérature, **de la langue française et à son effacement**, dans l'esprit notamment des 3 000 collégiens et lycéens invités, **comme langue capable de rendre compte de la modernité et de l'innovation** et viole, à de nombreuses reprises, l'esprit et la lettre de la loi du 4 août 1994 sur l'emploi de la langue française dont vous êtes pourtant, dans la Région Rhône-Alpes-Auvergne, la première des garantes au nom de l'État.

Le *Dauphiné-Libéré* et le groupe de presse EBRA, auquel il appartient, étant eux les organisateurs de cet évènement, **fort louable dans sa motivation de redonner tout son lustre et toute son importance à la recherche et à l'innovation, trop négligées par les dirigeants de notre pays depuis des décennies** (voir d'ailleurs la récente et très regrettable affaire de l'avion savoyard Akoya et ses innovations récupérés par une entreprise chinoise).

Comme citoyen et militant de longue date **pour que la légitime et légale première place soit conservée à la langue française dans son propre berceau et donc dans les esprits des habitants de son propre territoire**, je vous serais reconnaissant si vous pouviez intervenir pour que, lors de la prochaine édition, de cet évènement, **l'anglais ne remplace plus le français en de multiples endroits et manifestations** (j'ai d'ailleurs relevé que Monsieur Louis Laugier, préfet de l'Isère, était présenté comme un des cent SPEAKERS amenés à s'exprimer dans un TALK inspirant...) et si vous pouviez rappeler au *Dauphiné-Libéré* qu'il doit lui aussi respecter l'esprit et la lettre de la loi du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et ne pas baptiser, par exemple, les six expositions avec les noms en anglais suivant : « TECH and SOLUTIONS, TECH and SPACE, TECH and FAB, TECH and HUMAN, TECH and PLANET, TECH and YOU ».

À ce sujet, je suggère que vous saisissiez le préfet de la Haute-Savoie et les préfets des autres régions et départements concernés, à propos des publicités parues dans *Le Dauphiné-Libéré* des 1<sup>er</sup> et 5 février 2024 promouvant largement l'organisation par le même *Dauphiné-Libéré* et son groupe de presse EBRA, les 6 et 7 juillet 2024, à Annecy, de la « COMPANY CUP » avec des déclinaisons annoncées sur leur site « COMPANY CUP CORPORATE SPORTS CHALLENGES », à Lyon, Nancy, Dijon, Strasbourg et à Nyon, en Suisse francophone.

Il est fort regrettable que *Le Dauphiné-Libéré*, né de la libération de la France de son occupant et largement subventionné par le ministère de la Culture se fasse ainsi, de plus en plus activement et en violation de la loi du 4 août 1994, notamment ici son article 15 (voir son magazine OUTLINES de l'OUTDOOR et sa manifestation BE FIT à Aix-les-Bains), le relais, sûrement involontaire, de puissances étrangères qui se sont fixées comme objectif stratégique, dès le discours de Winston Churchill prononcé le 6 septembre 1943, à Harvard, **la domination mondiale des esprits au moyen de la langue anglaise**. J'ajoute dans le document, ci-joint, quelques vues de TECH and FEST, de la publicité du *Dauphiné-Libéré* pour COMPANY CUP et un article du *Dauphiné-Libéré* 5 février rendant compte des FRENCH OUTDOOR AWARDS décernés par OUTDOOR SPORTS VALLEY, cette association créée à l'initiative des « grands » élus de l'agglomération annécienne auprès de qui j'avais protesté à l'époque au sujet de leur préférence pour cette dénomination en anglais.

Espérant en une intervention décisive de votre part en faveur de la légitime et légale première place de la langue française en France, je vous prie d'agréer, Madame la préfète, mes sincères salutations.

**Marcel Girardin**, membre du *Haut conseil international pour la langue française et la Francophonie* et du collectif "Osez le français".



## Parutions signalées

*Mots d'esprit, esprit des mots, antidictionnaire iconoclaste* (1111 entrées). Voici mes entrées sur les sujets qui fâchent...

**NDLR** : *Alfred Gilder*, Secrétaire général de l'Association des Écrivains combattants, membre de notre Haut Conseil international, présente lui-même son nouvel ouvrage très roboratif. (Albert Salon)

**Écriture inclusive** : aberration d'essence totalitaire, l'écriture inclusive exclut le bon usage de notre langue. Son « point médian » est un poing défiant. Gaspard Proust dénonce « la laideur congénitale de ses hiéroglyphes pour Champollion à QI d'huître ». Résumons : bouillie inclusive, diarrhée mentale.

**Français** : langue si belle, si vénérable, si noble, si sacrée qu'on la massacre sans vergogne. Onze plaies d'Israël précipitent son agonie : l'écriture inclusive, le franglais, le jargon, le charabia, le galimatias, les barbarismes, les solécismes, la dysorthographe, la syntaxe défaillante, les contresens et non-sens. Ces fléaux contribuent puissamment à sa disparition comme ont disparu les tigres du Bengale et les crocodiles du Nil.

**Franglais** : désespéranto dont Agamemnon aurait dit : où ça nous mène hélas ? Employez des équivalents récréatifs. En voici vingt-huit à la douzaine :

- *baby-sitter* : **intérimère** dotée d'un biberon, cet *adjoind aux mères* ;
- *Airbag* © : **coussin-et-sauf** ;
- *bodybuilding* : **beau débile dingue** ;
- *brain storming* : **remue-méninges** ;
- *call girl* : **téléfaune** ;
- *digest* : **abrégé ès-lettres** ;
- *drink* : **verre de contact** ;
- *eye-liner* : **barre à teint** ;
- *flipper* : **trictrac électrique** ;
- *footing* : **promenade des Anglais** ;
- *Gay Pride* : **convoi d'anges heureux**[1] ;
- *Freesbee* © : **discovole** ;
- *hobby* : **violon dingue** ;
- *home-trainer* : **domicycle** ;
- *Latin lover* : **chaud Latin** ;
- *Lambswool* © : **label-et-laine** ;
- *lifting* : **peau lisse secours** ;
- *miss France* : **Prix nos belles** ;
- *outing* : **plaidoyer pro homo** ;
- *papy-boomeur* : **quinquajeunaire** ;
- *pin-up* : **sexciteuse** ;
- *selfie* : **photo-ma-tronche** ;
- *sit-in* : **manifessetation** ;
- *standing ovation* : **amphitriomphe** ;
- *success story* : **agiographie** ;
- *striptease* : **danse de seins gais** ;
- *thriller* : **chaud effroi** ;
- *Waterbike* © : **véleau**.

Trois autres incongruités : **Post'it** : ne pas confondre ce papillon adhésif jaune avec la *posthite*, inflammation du prépuce. **VIP** : Vrais Importants Personnages ou vieilles pies ? **WC** : initiales prêtant à confusion : *water-closet* ou Winston Churchill ? Bonne question. Churchill fit enlever ses initiales sur la porte de son bureau à Westminster, à force de voir les gens entrer sans frapper. Et, cette suprême imbécilité : **fake news**. La grive d'Agrippine gazouillait des mots grecs sur les balustrades des palais romains, nos étourneaux pédants piaillent : « des fake », entendu défèque ! Info de merde, merdre de merdre ! Préférez : infox, bobard, mensonge, canular, nouvelle bidon, tuyau trompeur, leurre de vérité.

**Anglo-américain** : avenir assuré du français à condition d'abroger l'article de la Constitution et la loi Toubon, et de réduire au silence, ceux qui défendent notre langue, voire de sanctionner ceux qui refusent de s'exprimer en patois *globish* dans la mondialisation prétendument heureuse.

**Anglais** : « Langue si riche des larcins qu'elle a faits à la nôtre », ironisait Fougeret de Montbron dans un pamphlet, *Le Préservatif contre l'anglomanie*, qui date de 1757. La membrane de Montbron a éclaté, laissant couler des flots ininterrompus de mots d'outre-Manche et surtout d'outre-Atlantique. La même langue sépare les Anglais des Américains, comme l'allemand sépare les Autrichiens des Allemands, et le belge les Wallons des Flamands.

**Franglotteur** : bilingue bidingue. Entendons-nous bien : j'aime l'anglais comme j'aime le whisky, j'aime le français comme j'aime le bordeaux. Seulement voici : le whisky et le bordeaux ne se mélangent pas.



*NDLR : Beau texte ci-dessous à diffuser largement. Un des signes favorables à notre cause qui, me semble-t-il, apparaissent de plus en plus vigoureux, et devraient se multiplier. Le 18 mars, j'étais à la dernière représentation, au théâtre Montparnasse, de Fabrice Luchini : « La Fontaine et le confinement ». Notre grand diseur a annoncé que son véritable thème de « dernière » allait être un hommage nécessaire et vibrant à la langue française. Ce fut le cas, ébouriffant, enthousiaste. Longue ovation debout du public de 750 spectateurs ; elle aussi vibrante. Un autre signe ?... Courage, il faut une mobilisation générale contre tous ces « Qui-vous-savez » ! Albert Salon*

## **Lettre ouverte au ministre de la Culture pour la défense de la langue française, de Jean-Pierre Pélaez (auteur dramatique)**

*Boulevard Voltaire*, 19 mars 2024. Tribune

Madame le Ministre,

Je voudrais aujourd'hui vous dire ma colère,  
Et celle de tous les Français qui désespèrent :  
Oui, combien d'entre nous ont l'âme consternée  
Voyant comme leur langue est sans cesse agressée !  
Et qui n'a vu partout ces dernières années,  
Surgir de toutes parts de l'animosité  
Contre des pans entiers de son vocabulaire,  
Contre ses fondements, et contre sa grammaire :  
Alors quousque tandem resterez-vous muette,  
Indifférente aux violences qui lui sont faites ?  
Oui, violence à la langue il n'est pas d'autre mot  
Pour dire la fureur de préjugés nouveaux  
Qui voudraient transformer, refaire le français  
Ou par esprit sectaire en faire le jouet  
De combats qui pour vouloir être gigantesques,  
N'en finissent pas moins dans un parfait grotesque !  
Notre langue, fille du grec et du latin [...]  
[...] Madame, vous voilà, par la grâce du ciel  
Devenue le représentant ministériel  
De la Culture, et puisqu'où l'on vous a nommée  
Vous avez pour ce faire toute autorité,

Défendez notre langue, c'est votre mission  
Sacrée, c'est votre honneur, et votre élévation  
Que notre langue à nouveau flamboie, et rayonne !  
Saisissez à deux mains la chance qu'on vous donne,  
Et prenant le bâton des anciens patriarches,

Madame, levez-vous et mettez-vous en marche !



*La langue française,  
une langue vivante !*